

Résumé des modifications proposées au règlement administratif de l'OIIO concernant les infirmières praticiennes et les infirmiers praticiens (IP)

Consultation publique

Décembre 2025

CONTEXTE

L'OIIO a rédigé des ébauches de révisions de ses règlements administratifs pour s'harmoniser avec le cadre de réglementation unique des IP, dirigé par le [Conseil canadien des organismes de réglementation de la profession infirmière](#). Ces changements suppriment les références aux certificats propres à la population des IP (IP-Adulte, IP-Pédiatrie, IP-Soins de santé primaires) qui n'existeront plus en 2026 (sous réserve de l'approbation par le gouvernement de la réglementation des IP).

En décembre 2025, le conseil de l'OIIO (conseil d'administration) a examiné les modifications proposées aux règlements administratifs et a approuvé la diffusion de ces dernières afin de recueillir des commentaires du public. La consultation sera ouverte du 12 décembre 2025 au 9 février 2026.

CONSULTATION PUBLIQUE

Règlement administratif n° 1 : Générale

Les règlements administratifs proposés de l'OIIO continueront de mentionner les certificats de spécialité (également appelés certificats propres à la population) dans certaines régions afin de permettre à l'OIIO d'indiquer la formation initiale (niveau débutant) des IP au moment de l'inscription et les renseignements historiques sur l'inscription des IP au registre public pour des raisons de transparence. Cette approche permet de s'assurer que les partenaires du système, notamment les membres du public, peuvent comprendre et accéder aux renseignements sur l'inscription afin de soutenir une prise de décision éclairée.

Règlement administratif n° 2 : Frais

En attendant l'approbation de la réglementation par le gouvernement, les frais de certificat de spécialité seront redistribués et intégrés aux frais d'inscription et de remise en vigueur du certificat. Les frais des IP sont payés par la candidate ou le candidat pour traiter le certificat d'inscription dans la catégorie supérieure, valider les exigences en matière d'inscription et refléter le coût d'enregistrement du certificat à titre d'IP. Cette

approche maintiendra les frais totaux des IP tels qu'ils sont actuellement fixés et il n'y aura pas d'augmentation nette des frais versés par les IP.

L'OIIO propose également de révoquer des frais plus élevés qui s'appliquent aux IP formés à l'étranger. Des frais similaires pour les candidates et candidats au titre d'IAA et d'IA ont été révoqués par le Conseil en mars 2025. Ainsi, le changement proposé s'harmoniserait avec les coûts actuels de demande pour les candidates et candidats au titre d'IAA et d'IA, où toutes les candidates et tous les candidats, peu importe leur lieu de formation, doivent payer les mêmes frais de demande.

De plus, le nouvel examen national d'admission à la profession d'IP exigera que les candidates et candidats paient directement l'administrateur de l'examen pour un nouveau calcul de notations et ne s'applique donc plus à l'OIIO à l'avenir.